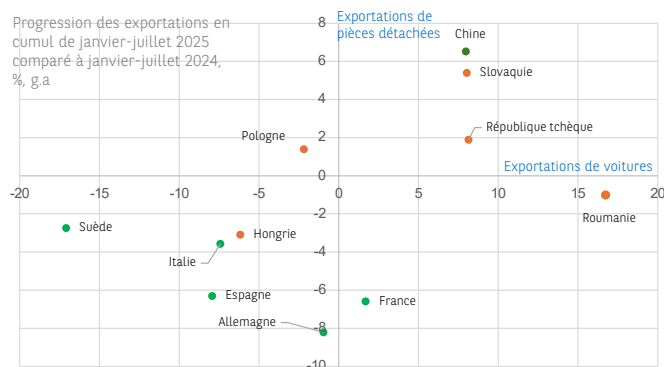


LES EXPORTATIONS DES PAYS D'EUROPE CENTRALE RÉSISTENT À LA CONJONCTURE DÉFAVORABLE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Cynthia Kalasopatan Antoine

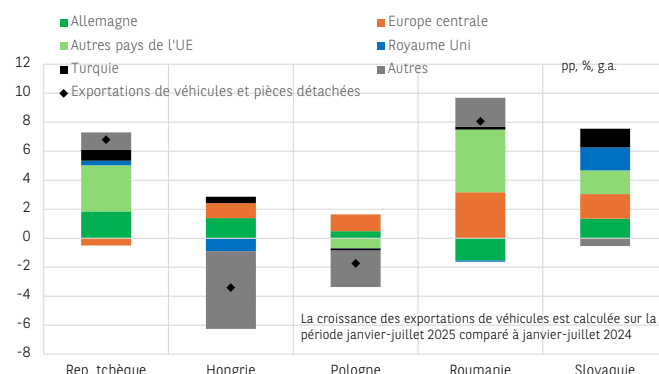
EXPORTATIONS DE VOITURES ET DE PIÈCES DÉTACHÉES



SOURCES : EUROSTAT, GENERAL ADMINISTRATION OF CUSTOMS, BNP PARIBAS

Données Eurostat pour les pays de l'UE : exportations mesurées en euros courants ; données de l'administration générale des douanes pour la Chine : exportations exprimées en dollars courants. Nomenclature HS 87 03 et 87 08 pour les pays de l'UE et la Chine.

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AUTOMOBILES (VOITURES, PIÈCES DÉTACHÉES ET AUTRES VÉHICULES)



SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

Les exportations des pays d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie) font preuve d'une grande résilience depuis le début de l'année en dépit du choc tarifaire américain. Le secteur automobile, pilier majeur des économies de la région (pour l'industrie comme pour les exportations)¹ a lui aussi globalement tenu bon, tandis que les exportations du secteur se sont contractées dans les pays d'Europe occidentale sur les sept premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2024 (cf. graphique, cadran en bas à gauche).

Il existe toutefois des divergences entre économies d'Europe centrale. La République tchèque et la Slovaquie, bien que les plus fortement exposées au secteur automobile, se démarquent favorablement, et ce nettement, de leurs voisins. Ces deux pays ont enregistré une solide progression à la fois de leurs exportations de voitures et de celles de pièces détachées (cf. graphique cadran en haut à droite). À l'inverse, la Hongrie pâtit d'une demande extérieure plus faible comme la plupart des économies européennes développées. En Roumanie, les exportations de voitures ont fortement progressé mais pas celles de pièces détachées (cf. graphique, cadran en bas à droite). La situation est inverse en Pologne.

Qu'est-ce qui explique cette résilience ? L'effet de la hausse des exportations vers les États-Unis par « anticipation » (*frontloading*), i.e. avant l'augmentation des tarifs douaniers américains, a peu joué. En effet, dans la plupart des pays, les exportations de produits automobiles à destination des États-Unis ont fortement augmenté en février et/ou mars mais, sans surprise, elles ont reculé sur les sept premiers mois de l'année comparé à la même période en 2024. L'accord commercial conclu entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, en juillet dernier, a permis d'abaisser à 15% le tarif douanier américain sur le secteur automobile (contre 25% initialement annoncés), mais le choc tarifaire a tout de même été important. En 2024, les droits de douane appliqués par les États-Unis à ce secteur (pondérés par les échanges) étaient compris entre 1,1% pour la Roumanie et 2,5% pour la Slovaquie. En revanche, le marché américain représente une part relativement faible des exportations des pays d'Europe centrale. Par conséquent, l'impact direct des mesures tarifaires a été contenu.

La résilience des exportations du secteur automobile s'explique d'abord par la bonne tenue des échanges avec l'UE (entre +1,2% pour les exportations de la Pologne en g.a. sur les sept premiers mois de 2025 et +7,2% pour la Roumanie et la Slovaquie). Ces échanges sont géographiquement très concentrés. En 2024, les exportations intra-UE de véhicules et de pièces détachées ont représenté entre 64% des exportations de ce segment pour la Slovaquie et 82% pour la Roumanie. L'intégration des chaînes de valeur régionales a permis aux exportations des pays d'Europe centrale de progresser en raison de leur positionnement sur des segments porteurs (gamme, modèle de voiture) et d'un coût de production plus faible (compétitivité des salaires).

¹ Le secteur automobile a représenté entre 11% des exportations totales en Pologne, 16,2% en Hongrie, 17,3% en Roumanie, 20,8% en République tchèque et 34,4% en Slovaquie. Il a représenté 9,6% de la valeur ajoutée du secteur manufacturier en 2022 en Pologne, 16,6% en Hongrie, 16,7% en Roumanie, 17,6% en République tchèque et 23,4% en Slovaquie.

L'intensification des échanges de véhicules et de pièces détachées entre les pays d'Europe centrale depuis plusieurs années est un autre facteur d'explication de la bonne performance de leurs exportations². Ces échanges intrarégionaux ont fortement progressé sur les sept premiers mois de l'année (à l'exception de la République tchèque) en glissement annuel.

Enfin, certains pays d'Europe centrale, notamment la République tchèque et la Slovaquie, ont pu compter sur des débouchés diversifiés et une demande hors UE en hausse, notamment en provenance de la Turquie et du Royaume-Uni³.

cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

² Par exemple, 11,6% des exportations de produits automobiles de la Slovaquie en 2024 sont orientées vers la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la République tchèque.

³ La part des exportations de produits automobiles vers le Royaume-Uni est de 8,5% des exportations de ce segment pour la République tchèque et de 8,3% pour la Slovaquie. La part vers la Turquie est de 3,3% pour la République tchèque et 1,8% pour la Slovaquie.



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFASH

Un indicateur, un événement économique majeur.

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'événement du mois ?

La réponse dans vos quatre minutes d'économie

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Un graphique hebdomadaire illustrant des points saillants dans l'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page linkedin des études économiques

OU TWITTER
voir la page twitter des études économiques

Bulletin publié par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>. Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant : https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES ÉCONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change